

Paris, le 29 juillet 2015

« Jour de libération fiscale » : un concept trompeur, partial et dangereux

Certains « think thank » proches des milieux conservateurs et libéraux célèbrent ce 29 juillet le jour de « libération fiscale ».

Sur la base d'un indicateur (calculé à partir d'un taux d'imposition moyen global discutable), ces organismes véhiculent l'idée que c'est à compter de ce jour que les français peuvent utiliser leur argent.

Cet indicateur est trompeur, partial et dangereux

Trompeur car :

- on ne peut pas comparer sérieusement ce qui n'est pas comparable : il en va ainsi des différences des taux de « prélèvements obligatoires » qui procèdent non pas de différences de performance mais de différences dans le mode de gestion de la protection sociale notamment,
- les prélèvements indicateurs servent à financer les diverses prestations sociales (retraites, remboursement dépenses maladie, prestations familiales...) qui représentent un tiers du revenu des français et servent également à financer les services publics qui, étant gratuits ou quasi-gratuits, « libèrent » une part importante du pouvoir d'achat.

Cet indicateur omet donc sciemment une réalité incontournable qui a un impact positif direct dans le pouvoir d'achat des ménages.

Partial, car :

- il ne vise en réalité qu'à servir un discours idéologique sur la prétendue « liberté » d'utiliser son argent. Les tenants de cet indicateur sont acquis aux thèses prônant la privatisation de pans entiers de la protection sociale et de l'action publique. Ce faisant, les citoyens n'auraient nullement la « liberté » d'utiliser leur argent : ils seraient contraints, pour peu qu'ils en aient les moyens, de prendre des assurance privées pour faire face à la maladie, les retraites etc.

Trompeur, partial, cet indicateur est également dangereux, surtout dans la période actuelle, car :

- il éloigne les citoyens des réalités et des enjeux,
- il contribue à affaiblir le consentement à l'impôt et la notion d'intérêt général, déjà fortement mises à mal dans la période actuelle.

Tout plaide au contraire pour renforcer la pédagogie en matière d'enjeux économiques et sociaux. Cette pédagogie est une absolue nécessité pour éclairer utilement le débat au lieu d'entretenir le rejet et la méconnaissance d'enjeux qui concernent l'ensemble des citoyens.